



Malgré les difficultés économiques qui continuent d'accroître le chômage et la précarité dans les foyers, la municipalité a beaucoup travaillé pour continuer le renouvellement de notre ville.

Aucun signe de reprise économique ne nous permet d'espérer une amélioration de la situation en 2010. Néanmoins, nous continuerons, avec votre soutien, à œuvrer pour plus de justice sociale et l'amélioration de votre cadre de vie

EDITO

SOMMAIRE

Lutte contre les inondations **P2/3**
- le programme des travaux 2010

Dépollution du centre ville . . . **P3**

La Maison du mineur **P3**

Motions du Conseil Municipal . . **P4**

- contre la suppression de la taxe professionnelle

- contre la réforme territoriale

Le désengagement de l'Etat . . **P4**

L'erreur est humaine... Persévérer est diabolique!

En politique, il est des signes qui ne trompent pas ! Et tout Super-Président qu'il se veut être, M. Sarkozy n'échappe pas à cette évidence...

Malgré toutes les protestations qui émanent des élus de la France entière, monsieur Sarkozy persévère dans son erreur de vouloir maintenir le bouclier fiscal. Cette décision d'octroyer chaque année 15 milliards d'euros de cadeaux fiscaux aux plus riches de nos compatriotes continue d'aggraver le déficit budgétaire de la France, qui passera en 2010 à 140 milliards d'euros.

Plus la situation du pays se dégrade, plus le président et sa majorité, qui le soutient, s'obstinent à maintenir une mesure économiquement inefficace et socialement injuste.

« *Travailler plus pour gagner plus* » disait-il. Il a donc décidé d'exonérer de charges sociales les heures supplémentaires. Ainsi les chefs d'entreprises préfèrent faire faire à leurs salariés des heures supplémentaires plutôt que d'embaucher.

Cette mesure aggrave la situation du chômage en France. Les chiffres officiels parlent de 2 million et demi de

chômeurs alors que tout le monde sait qu'il y en a plus de 4 millions.

Pour combler les déficits qu'il a lui-même creusés, le président anti-impôts a inventé pas moins d'une vingtaine de taxes depuis son élection. Jugez plutôt : après les franchises médicales et les hausses des cotisations retraite et de la redevance télé, on vit arriver notamment les taxes sur le RSA, sur les assurances et mutuelles, sur les ordinateurs, le poisson, les huiles moteur, l'intéressement et la participation, la télécopie et internet, sans parler de celle pour financer la prime à la cuve et de la taxe carbone !

Plutôt que d'admettre l'échec de sa politique, il préfère mettre ses erreurs sur le dos des collectivités territoriales (départements et régions) qu'il prétend vouloir supprimer.

Le pays a besoin de réformes justes et équitablement réparties. Des communes à faible potentiel fiscal comme la nôtre verront encore l'an prochain les dotations de l'Etat diminuer considérablement et de nouvelles taxes comme la taxe carbone augmenter, risquant de nous coûter 20000 euros.

Une équipe à pied d'oeuvre pour votre sécurité

Alors que l'hiver s'installait juste avant les fêtes de Noël, avec l'apparition des premières neiges, les services techniques ont œuvré afin que les abords des espaces piétons ainsi que les axes principaux de la ville soient praticables en toute sécurité.

Dès 5h du matin, une équipe de 8 agents était présente sur le terrain. En effet, 40 tonnes de sable ont été étalées du 16 au 22 décembre dernier sur près de 15 kilomètres de voirie.

Ainsi, les conditions de circulation étaient bonnes et la sécurité de nos routes a été maintenue.

Les abords des écoles, de l'hôtel de ville et de la gare, que les piétons fréquentent quotidiennement étaient également une priorité en cette fin de période scolaire.

L'hiver ne fait toutefois que commencer et nous ne vous recommanderons jamais assez d'être plus vigilants et d'adapter votre comportement, tant sur la route que sur les voies piétonnes.



Lutter contre les inondations à L

Sur notre territoire, la problématique tient au fait que les Eaux Claires Parasites (ECP) sont présentes en abondance dans les réseaux d'assainissement.

En effet, des fossés sont raccordés directement aux réseaux dont quelques ouvrages drainent également la nappe phréatique.

Je vous en parlais dans notre précédent numéro, le Plan de Prévention des Risques Inondation préconisé par l'Etat montre bien la complexité du problème, récurrent sur notre territoire.

La déconnexion du réseaux d'évacuation des ECP contribuera donc à l'amélioration du traitement des eaux usées notamment par la station d'épuration d'Hénin-Carvin.

La communauté d'agglomération, qui a pour mission la gestion des réseaux d'assainissement, s'est engagée dans une charte d'Ecologie Urbaine et Rurale.

Aussi, toutes les actions entreprises afin de réduire les risques dûs aux ECP doivent être conçues et réalisées dans le respect de l'environnement et dans un souci de développement durable.

Le projet est ambitieux et devra composer avec de nombreuses contraintes telles que l'Autoroute A1, la ligne TGV et le réseau SNCF, ou encore les affaissements miniers. Autant d'obstacles aux écoulements.

A ce titre, il est prévu:

- **La restructuration des ouvrages de stockage des Botiaux**
- **Le renforcement du Poste de Relèvement Horloge à Carvin**
- **La suppression des ECP sur le secteur Libercourt sud**
- **La mise en place d'une Zone d'Expansion de Crues sur le secteur Ringeval à Libercourt**
- **La mise en place d'une Zone d'Expansion de Crues sur le secteur Chapelette à Libercourt**
- **La mise en place d'une Zone d'Expansion de Crues sur le secteur du contour de Buqueux à Carvin**



PLANNING OPERATIONNEL 2010

1^{er} trimestre 2010

Lancement de la Maîtrise d'Oeuvre des 3 ZEC

Lancement de la Maîtrise d'Oeuvre de la restructuration des réseaux et de la construction du bassin de pollution sur les Botiaux

Juin 2010

Lancement de la Maîtrise d'Oeuvre des travaux de réhabilitation du réseau sur Libercourt Sud et aval Chapelette

2nd semestre 2010

Réunion de concertation publique

Début 2011

Démarrage des travaux

libercourt

Les enjeux

Ces opérations permettront de réduire, voire de supprimer:

les débordements des réseaux,

les nuisances des bassins des Bottaux,

les rejets d'eaux polluées au milieu récepteur.

**REDUIRE
LES RISQUES
D'INONDATION
& PRESERVER
L'ENVIRONNEMENT**

Dépollution du centre ville

Les opérations de pompage des résidus de goudron se poursuivent.



La zone où se trouvent actuellement l'hôtel de Ville et ses abords était occupée par une usine fabriquant du goudron.

Le drainage des résidus présents dans le sol est réalisé par le biais

d'un fossé existant en contre bas du nouveau parking de la rue St Ghislain.

Celui-ci est régulièrement curé afin que le drainage et la dépollution du sol puissent être efficaces.

Quelques décisions du Conseil Municipal

Compte tenu de la forte augmentation des énergies et notamment du gaz ces derniers mois, la municipalité a décidé de mettre en place un « tarif Eté » et un « tarif Hiver » pour la location des salles municipales.

Ainsi, les locations d'été bénéficieront d'un rabais de 5% par rapport au tarif actuel.

Dernière minute...



Dernière minute...

Vous avez été nombreux à constater que l'immeuble communément appelé Maison du Mineur, appartenant à un propriétaire privé, était en voie de délabrement.

Avec l'appui de la municipalité, une solution a pu être trouvée. L'immeuble a été vendu au PACT d'Arras qui va le transformer en 4 appartements à louer.

Les appels d'offres ayant été productifs, et le permis de construire

Dernière minute...

accordé, les travaux d'aménagement pourront démarrer très rapidement.

Cet immeuble emblématique, qui a appartenu aux Houillères, va retrouver un second souffle. Cette opération menée à bien par la municipalité permet également d'améliorer la qualité urbaine de cette entrée de ville et compléter l'aménagement de la cité 1940.

Non à la suppression de la taxe professionnelle

Supprimer la taxe professionnelle, c'est :

- faire disparaître une ressource majeure des collectivités territoriales,
- aller à l'encontre de la simplification fiscale
- nier toute cohérence entre les recettes des collectivités locales et les compétences dont celles-ci ont la charge.
- priver les collectivités territoriales des moyens financiers leur permettant d'assurer les politiques publiques locales.
- entraîner une hausse des impôts payés par les ménages, pour financer les services publics locaux.

Le Conseil Municipal se prononce, à la majorité : **25 pour** (groupe « *Union pour Libercourt* ») et **4 abstentions** (groupe « *Libercourt Ensemble* ») contre le projet de suppression de la taxe professionnelle tel qu'il est proposé par le Gouvernement.

Près de 30 ans après les premières lois de décentralisation, le Conseil Municipal demande que soit mise en œuvre une réforme globale et juste des finances locales, qui permette aux collectivités locales de proposer des services publics efficaces au profit de l'ensemble des citoyens partout sur le territoire.

Non à la réforme territoriale prévue par le gouvernement

NON

à la suppression de la moitié des conseillers généraux et régionaux

NON

à l'affaiblissement ou la disparition des communes au profit des métropoles et des communes nouvelles

NON

à la fusion des élections régionales et cantonales

NON

à la suppression de la clause générale de compétence pour les départements et les régions

Les seuls effets d'un tel projet

- priver les citoyens d'un débat démocratique local,
- faire des responsables locaux de simples exécutants de l'Etat,
- empêcher la mise en œuvre de politiques communes et concertées au niveau local,
- empêcher le soutien financier aux réalisations des petites et moyennes communes,

Le Conseil Municipal se prononce, à l'unanimité, contre les projets de réforme de l'organisation territoriale, proposés par le gouvernement et demande une réforme ambitieuse de la décentralisation, favorable à une intercommunalité plus démocratique, plus cohérente et plus solidaire au service des citoyens.

Un désengagement de l'Etat qui ne cesse de pénaliser l'initiative locale

Eligibles depuis de nombreuses années aux crédits Politique de la Ville et aux Contrats Urbains de Cohésion Sociale, certains quartiers prioritaires de la ville bénéficient de financements de l'Etat afin de mettre en place des projets, qu'ils soient associatifs ou municipaux.

Ces projets étaient jusqu'alors subventionnés à hauteur de 50%. Mais le désengagement de l'Etat en ce qui concerne les politiques locales va revoir à la baisse sa participation qui ne devrait plus être que de 30%.

Cela va considérablement diminuer notre activité et celle des associations qui oeuvrent au développement et à l'animation des quartiers. Pour exemple, les subventions obtenues en 2009 et celles demandées en 2010 pour notre territoire :

2009

Association ALFA

Atelier d'expression orale et écrite
8.000,00 €
Préparation et accompagnement en contrat en alternance
17.185,00 €

Association CH'FAID

Festival Interculturel et Intergénérationnel
10.000,00 €

Centre Saint Joseph

Pratique langagière par le chant
1.149,00 €
Apprentissage de la vie citoyenne
10.226,00 €

Ville de Libercourt

Poste de coordinateur CUCS
7.278,00 €
Opérations Ville Vie Vacances
15.743,00 €
Les livres et nous
7.795,00 €
Bien pratiquer le sport à Libercourt
4.202,00 €

2010

Association ALFA

Atelier d'expression orale et écrite
10.000,00 €

Association ALPI

Insertion sociale et professionnelle des personnes sous main de justice
20.000,00 €

Association CH'FAID

Festival Interculturel et Intergénérationnel
26.000,00 €

Centre Saint Joseph

Apprentissage de la vie citoyenne
Non renseigné

REPERES

Accompagnement des familles et organisation des départs en vacances
4.000,00 €
Accompagnement à la scolarité
10.000,00 €

Ville de Libercourt

Poste de coordinateur CUCS
7.349,40 €
Opérations Ville Vie Vacances
21.107,00 €
Les livres et nous
4.399,00 €
Atelier jardin de l'insertion
7.335,00 €
Bien pratiquer le sport à Libercourt
6.350,00 €